



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/043 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société Odalis à Mésanger**

**Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004/ICPE/279 du 28 janvier 2005 concernant l'exploitation par la société ODALIS d'une plate-forme logistique située à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017/ICPE/098 du 21 juin 2017 modifiant le classement des installations et portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2018/ICPE/065 du 26 avril 2018 modifiant le classement des installations et portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019/ICPE/281 du 15 octobre 2019 portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020/ICPE/013 du 3 mars 2020 portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022/ICPE/262 du 10 juin 2022 modifiant le classement des installations et portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022/ICPE/273 du 20 juin 2022 portant décision d'examen au cas par cas ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023/ICPE/319 du 5 septembre 2023 portant prescriptions complémentaires, société Odalis à Mésanger ;

**Vu** la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Odalis le 25 janvier 2024 concernant la modification du stockage de liquides inflammables, complétée en dernier lieu le 7 août 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement du 17 janvier 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société Odalis par courrier du 20 janvier 2025;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 27 janvier 2025;

**Considérant** que le projet, qui consiste en la modification de l'organisation des stockages de produits au sein de la société ODALIS à Mésanger afin de pouvoir stocker des liquides inflammables au sein de la cellule n°3 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le stockage de liquides inflammables dans la cellule n°3, dès lors qu'il ne constitue pas une modification substantielle et ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, constitue une extension d'une installation existante au sens de l'article I-IV de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société ODALIS dont le siège social est situé Zone artisanale du Château rouge – La Blanchardière à Mésanger est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Mésanger, Zone artisanale du Château rouge – La Blanchardière, d'une plate-forme logistique.

### **Article 2 : Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs**

L'article 23.2.1 « règles d'aménagement » de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2019 est remplacé par les prescriptions figurant en annexe du présent arrêté.

L'annexe II de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juin 2022 est remplacée par les prescriptions figurant en annexe du présent arrêté.

### **Article 3 – Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mésanger et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Mésanger, visible de l'extérieur, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3 - Délais et voie de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application de l'article R. 181-51, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Article 4 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Chateaubriant-Ancenis, le maire de Mésanger, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Odalis.

Châteaubriant, le 3 février 2025

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**Marc MAKHLOUF**